

La réponse est difficile à trouver, car le gouvernement, c'est manifeste, aimerait remédier au chômage, ne serait-ce que pour enrayer le déluge de critiques qu'on déverse sur lui depuis deux ans, alors qu'il se montre complètement fermé à l'économie et inapte à prendre en main le chômage. Pour expliquer l'absence de tout plan, le gouvernement dit simplement que ses membres ne savent pas quel remède prescrire. Aucun des ministres détenteurs d'un portefeuille supérieur de l'économie, à commencer par le premier ministre (M. Trudeau), n'a d'expérience de la production ou de la vente des produits ou des services. Cependant, c'est sur cela que reposent l'économie et l'emploi. Ces théoriciens à l'esprit nébuleux ne comprennent tout simplement pas ce qu'il faut pour stimuler l'économie, accroître la production et engendrer plus d'emplois. Ils ne comprennent pas que les employeurs refuseront simplement d'accroître leur production, à moins qu'on ne puisse les convaincre de possibilités raisonnables, d'un bénéfice raisonnable. Pour offrir des encouragements et des assurances, le gouvernement doit instituer des mesures propres à persuader les employeurs qu'ils pourront travailler dans une atmosphère offrant des garanties suffisantes d'un bénéfice raisonnable sur leurs opérations accrues. S'ils n'en sont pas convaincus, ils refuseront simplement de prendre de l'expansion d'où il découle que la production stagnera et que les possibilités d'emploi resteront ce qu'elles sont.

Les chefs d'entreprise n'augmenteront pas leur production tant que la menace du bill sur la concurrence et de l'amendement au Code du travail restera suspendue au-dessus de leurs têtes. Voilà plusieurs mois que le monde des affaires le dit carrément au gouvernement. D'un autre côté, le gouvernement estime que sa propagande relative à ces deux bills satisfera un grand nombre de gens qui voteront aux prochaines élections et il a donc décidé d'aller de l'avant bien qu'en procédant ainsi il ralentira notre croissance économique et conséquemment compromettra l'augmentation du niveau de l'emploi.

Passons aux tentatives du gouvernement pour relever le niveau de l'emploi. Il a subventionné des industries nouvelles. Nous conviendrions tous que c'est un excellent programme à condition que se maintienne ou s'accroisse la demande des marchandises produites par les industries intéressées. Mais si cette demande n'existe pas ou qu'elle va en diminuant il est visiblement absurde de subventionner la création de nouvelles usines dans ce secteur. Quand on examine la situation d'ensemble, on découvre par exemple que, dans le cas de l'industrie des pâtes et papiers qui depuis un an présente une surproduction tant au Canada que dans le monde entier, le gouvernement a subventionné la création de deux nouvelles sociétés. A l'usine de Grande-Prairie, en Alberta, la subvention a été de \$15.7 millions de dollars, et à celle de Rayonnier, au Québec, de \$13.7 millions. Ceci en dépit du fait qu'au cours de la dernière année les usines de pâtes et papiers à l'étendue du pays ont réduit leur activité et licencié des employés. Il y a, en particulier, l'usine située à Timiskaming qui est en train de fermer ses portes et de licencier 850 employés pour la simple raison qu'il n'y a pas de demande pour ses produits de pâtes et papiers. Ceci nous donne une indication des idées embrouillées qui sont celles de ce gouvernement et c'est la raison pour laquelle le monde des affaires ne croit pas que le gouvernement peut diriger nos affaires économiques.

Examinons, monsieur l'Orateur, ce que le gouvernement se propose de faire. On n'en voit aucune indication dans le discours du trône, mais, samedi dernier, le secré-

taire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) nous en a donné une idée à l'occasion d'un discours qu'il a prononcé à Winnipeg. Dans ce discours, le ministre a parlé des relations commerciales entre le Canada et les États-Unis et des problèmes de nos deux pays dans ce domaine. Il a ensuite dit: «Nous avons apporté notre contribution en vue de corriger ces déséquilibres et nous sommes prêts à aller plus loin.»

J'aimerais savoir pourquoi le Canada est responsable de toute inégalité commerciale temporaire par rapport aux États-Unis à l'heure actuelle. Nous avons connu un déficit commercial avec ce pays pendant 18 des 20 dernières années. Nous connaissons à l'heure actuelle un surplus temporaire, mais quiconque a lu les pages financières dernièrement sait parfaitement bien que ce surplus temporaire diminue très, très rapidement et n'existera plus dans quelques mois. Le gouvernement américain a toutefois pu convaincre ce gouvernement qu'il nous incombait de corriger cette inégalité.

L'attitude du gouvernement face à celui des États-Unis est impardonnable: elle consiste en courbettes devant ce dernier pour s'excuser de quelque chose dont notre pays n'est pas responsable. A cause de ces «autres apports» que le gouvernement a promis de faire par la voix du ministre des Affaires extérieures, samedi dernier, et qui font partie de la politique du gouvernement, comme l'a déclaré le premier ministre (M. Trudeau) ce matin, l'industrie canadienne devra faire des sacrifices qui nous coûteront des emplois.

L'industrie qui est la plus à même d'en souffrir est l'industrie canadienne de l'automobile. Il est fort probable que ce gouvernement a déjà indiqué au gouvernement américain qu'il allait abandonner les deux principales garanties qui figurent dans l'accord canado-américain sur l'automobile. Ce matin, j'ai demandé au premier ministre si c'était bien le cas, mais il a évité la question. Nous avons le droit de savoir, tout comme l'industrie, si le gouvernement entend abandonner ces deux garanties qui sont de très grande importance pour l'industrie automobile au Canada. Dans la négative, quelle autre industrie sera alors sacrifiée au caprice des États-Unis, pour leur plaire dans le cadre d'un argument qui n'a absolument aucune valeur? Comme je l'ai dit, nous avons connu un déficit commercial avec ce pays pendant 18 des 20 dernières années. Le simple fait de connaître un surplus temporaire n'est pas une raison de nous demander de faire d'autres apports pour corriger l'inégalité, tout juste pour plaire au gouvernement américain.

Le gouvernement se livre donc à des actes irréfléchis lorsqu'il accorde, par exemple, des subventions à de nouvelles industries dont la production est déjà pléthorique dans le monde. Bien que certaines usines canadiennes ferment leurs portes ou limitent leur production, on a investi de 25 à 30 millions de dollars de l'argent des contribuables pour subventionner ces établissements industriels. Cette politique rendra d'autant plus difficile la survie économique de notre industrie des pâtes et papiers. Le gouvernement va également s'efforcer d'équilibrer notre balance commerciale, ce qui entraînera une rétraction de l'emploi qui coûtera fort cher aux Canadiens.

Mais laissons de côté l'aspect négatif de l'immobilisme actuel du gouvernement et envisageons de façon plus positive les mesures susceptibles d'augmenter la production et les emplois. Nous savons tous—et les industriels ne l'ignorent pas—que pour créer des emplois, il faut produire plus et pour produire davantage il faut obtenir des